

Unité départementale Aube/Haute-Marne

TROYES, le **- 2 JUIN 2022**

Nos réf. : SAU/PFM/NS n° 22-177

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/04/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

REVIVAL (ex-ESKA)

Zone industrielle Les Pivoisons
10430 ROSIÈRES-PRÈS-TROYES

Pièces jointes :

- Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12 avril 2022 dans l'établissement REVIVAL (ex-ESKA) implanté Zone industrielle Les Pivoisons 10430 ROSIÈRES-PRÈS-TROYES. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite suite à plainte

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVIVAL (ex-ESKA)
- Zone industrielle Les Pivoisons 10430 ROSIERES PRES TROYES
- Code AIOT dans GUN : 0005703161
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La société Revival exploite une installation de stockage et récupération de métaux

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plainte déchets (inopinée)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la précédente inspection (1)
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 5.2 / (partiel)		Mise en demeure, déchets, Mise en demeure, respect de prescription
Prise en charge des déchets	Code de l'environnement du 10/10/2021, article L541-2		Mise en demeure, déchets

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite inopinée, suite à plainte, a mis en lumière des manquements relatifs à la gestion des déchets, en particulier sur la découpe par chalumeau

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/06/2008, article 5.2 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Découpage chalumeau
Prescription contrôlée : Les ensembles découpés au chalumeau devront être préalablement débarrassés de toutes matières combustibles et liquides inflammables
Constats : L'inspection des installations classées a pu constater sur place plusieurs non conformités : - A l'approche du site, à 350 m, avenue Gabriel DEHEURLES, une forte odeur de matière plastique brûlée a été sentie. - Sur place, des ouvriers ont été constatés en train d'effectuer des découpes sur des matières métalliques non débarrassées de matières combustibles, ces matières dégageaient une forte odeur de matière plastique brûlée. Un ouvrier effectuait des découpes au chalumeau sur un tas de carton, ce tas de carton constaté en train de brûler. Ces constats caractérisent des manquements significatifs en terme de condition technique de prise en charge des déchets métalliques contenant des déchets combustibles, entraînant un risque incendie accru, des émanations d'odeurs et de gaz potentiellement incommodantes, nocives et polluantes. L'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter la dernière phrase de l'article 5.2 dans un délai d'un mois. Dans ce délai, l'exploitant explicite l'interdiction de découper sur des matières combustibles dans sa procédure de découpe par chalumeau et la transmet à ses employés et prestataires concernés. L'exploitant tient cette procédure à disposition de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets, Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Prise en charge des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/10/2021, article L541-2
Thème(s) : Risques chroniques, Prise en charge des déchets
Prescription contrôlée : L541-2 : Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. L. 541-1 II. 2° et 3° : II. – Les dispositions du présent chapitre et de l'article L. 125-1 ont pour objet : 2° De mettre en œuvre une hiérarchie des modes de traitement des déchets consistant à privilégier, dans l'ordre : a) La préparation en vue de la réutilisation ; b) Le recyclage ; c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ; d) L'élimination. 3° D'assurer que la gestion des déchets se fait sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier.
Constats : En référence au constat précédent, le fait d'effectuer des découpes sur des matières plastiques, et le fait de laisser brûler des déchets de carton et de plastique à l'air libre est contraire aux dispositions de l'article L. 541-1 II. 2° et 3°. L'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article L. 541-2 du code de l'environnement dans un délai d'un mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets